



Rouge Émeraude

Bulletin du Comité du Pays Malouin du Nouveau Parti Anticapitaliste

N° 17
décembre 2014

**On ne nous referra pas le coup du "TOUT SAUF SARKOZY",
Le PS est passé délibérément dans le camp des néo-libéraux.**

INDEPENDANCE ET UNITE CONTRE L'AUSTERITE NEOLIBERALE

Le 6 mai 2012, nombre d'entre nous ont mis dans l'urne un bulletin de vote François HOLLANDE, déterminés que nous étions à « dégager » Sarkozy.

Pendant plusieurs mois, certains se sont interrogés sur le cours suivi par le gouvernement HOLLANDE-AYRAULT. En dépit de notre absence d'illusions sur la volonté et la capacité de l'alliance PS-Radicaux- EE les Verts à s'attaquer au régime sec que le capitalisme mondialisé fait subir à une très grande majorité de la population, il n'était pas interdit de penser que, comme en 1936, sous le gouvernement BLUM, comme en 1981, sous le gouvernement MITTERRAND-MAUROY, comme en 1997, sous le gouvernement JOSPIN, quelques mesures de gauche viendraient éclairer l'horizon.

Que dalle ! Ah, si, la suppression de la fameuse « TVA sociale » (comme si la TVA pouvait être sociale !) de Sarkozy, votée à la va vite en fin de quinquennat avec application prévue au 1^{er} octobre 2012.

Sauf qu'à l'automne 2012 précisément démarrait le cirque du rapport GALLOIS, autour de la nécessité d'un « choc de compétitivité » pour les entreprises, lequel devait se traduire par un cadeau de 20 milliards d'euros au patronat, sous la forme du fameux crédit d'impôts (CICE), offert **sans aucune contrepartie** et payé par les impôts des classes moyennes et populaires, en partie sous la forme de hausse de la TVA.

C'était la première grande mesure du quinquennat Hollande. Le moins qu'on puisse dire c'est qu'il ne fut guère populaire ce CICE puisqu'il redistribue l'argent de l'impôt le plus injuste aux entreprises et sans doute aux actionnaires.

Pire encore, le 31 décembre 2013, HOLLANDE passait la seconde couche et annonçait le « pacte de responsabilité » qui ajoute 10 milliards d'allègements fiscaux et sociaux pour les entreprises et ce n'était pas fini.... Lors de sa déclaration de politique générale qui survient une quinzaine de jours après la claque reçue par la gauche (toutes formations confondues) aux municipales, le nouveau premier ministre VALLS repasse le plat au patronat sous la forme de 8 nouveaux milliards de baisse (voire de suppression) sur la fiscalité des entreprises...

Bilan des courses, **38 milliards au bénéfice du patronat, et zéro pour les classes populaires**, car le Conseil Constitutionnel a censuré l'unique mesure du Pacte de Responsabilité favorable aux salariés qui consistait à baisser les cotisations ouvrières pour les salaires inférieurs à 1,3 SMIC.... Quel désastre ! Et pendant ce temps là le chômage qui continue de grimper, les salaires, pensions et indemnités qui restent scotchés et des millions de personnes dans la galère.

Indiscutablement, le président qui s'était présenté comme l'ennemi de la finance et comme celui du changement, se révèle **celui qui applique la politique la plus libérale - c'est à**

dire la plus favorable au capitalisme - depuis le régime de Vichy. Ce n'est même plus du social-libéralisme à la sauce BLAIR ou SCHRODER, c'est carrément du néo-libéralisme, pur jus !

Sur des aspects plus politiques, c'est hélas aussi catastrophique. Hollande a jeté par dessus bord les mesures les plus progressistes de ses 60 propositions, l'essentiel du programme du PS (2011) et de l'accord PS-EELV (réforme fiscale, droit de vote des étrangers, lutte contre le racisme, réduction de la part du nucléaire dans la production d'énergie....). Et que dire des mœurs politiques de ses ministres CAHUZAC, THEVENOUD, ARIF et autres oligarques du régime MOREL, JOUYET pris en flagrant délit de mensonge ou de tricherie.

Et par dessus tout cela, voilà que les ministres de l'intérieur successifs VALLS et CAZENEUVE font leurs les méthodes de répression et d'emploi de la police de leurs prédécesseurs Sarkozy, Hortefeux ou Guéant, à l'égard des Roms, des sans-papiers, des musulmans et tous ceux qui luttent, avec les conséquences tragiques que l'on sait à Sirvens.

Ce bilan catastrophique a construit le succès électoral du F-Haine aux élections municipales et européennes. Il le referra aux prochains scrutins départementaux ou régionaux, ce qui se traduira vraisemblablement par le passage à droite de Conseils Généraux et Régionaux, même si, s'agissant de l'Ille & Vilaine, TOURENNE essaie encore de faire bonne figure.

Quoi qu'il en soit, la débâcle du Parti Socialiste et de ses alliés est annoncée et il faut bien comprendre que **nous sommes arrivés à un point de rupture, à une fin de séquence. Le quinquennat de Hollande sera celui où le Parti Socialiste aura franchi le pas et sera passé sans ambiguïté ni réserve dans le camp de la bourgeoisie et des néo-libéraux.**

Cela implique pour nous que **désormais aucune compromission avec les socialistes n'est possible**, ni d'ailleurs avec ceux qui voudraient reconstruire avec eux une pseudo « nouvelle union de la gauche »

Cela implique que tous ceux qui ne renoncent pas à transformer la société et qui continuent de penser qu'il y a bel et bien **une alternative à l'austérité capitaliste**, se regroupent pour **soutenir et donner des perspectives aux luttes de résistances sociales et écologiques, s'unissent pour offrir un débouché politique** - totalement indépendant du PS au 1^{er} comme au 2^{ème} tour - dans les élections à venir.

comité NPA du pays malouin:
npasaintmalo@orange.fr

Le NPA tiendra son 3^{ème} congrès les 30, 31 janvier et 1^{er} février 2015. Les débats préparatoires ont lieu actuellement autour des 5 plateformes politiques qui ont été déposées.

BREVES DE PONTONS

LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME... A LA MALOINE

On se souvient que pour protester contre la mort de Rémi Fraisse, une initiative unitaire, associant NPA, PG, EELV, PCF, UDB, Ensemble avait rassemblé à Saint-Malo une bonne cinquantaine de personnes le 31 octobre dernier.

Les observateurs attentifs ont pu remarquer, s'agissant d'une affaire de violences policières s'étant conclue par la mort d'un jeune au profil citoyen, écologiste et pacifiste, **l'absence criante de la section malouine de la Ligue des Droits de l'Homme**. Celle-ci avait justifié sa dérobade en arguant le 29 octobre du fait que la « manifestation » avait été « *décidée de façon [aussi rapide]* » et que « *la situation [nous] semble beaucoup trop grave pour réagir de cette façon sans connaître la complète réalité des faits* ». Sauf que la réalité des faits, c'est à dire l'assassinat d'Etat dont avait été victime Rémi Fraisse le 25 octobre, était hélas! connu depuis quelques jours et que la direction nationale de la Ligue des Droits de l'Homme écrivait pertinemment dès le 28 octobre: « *à Sivens, la contestation est criminalisée et réprimée. Cette politique place l'ensemble de la société sous tension alors même qu'elle aurait besoin de raison, et elle substitue l'autoritarisme au débat et à l'imagination... Le gouvernement doit apprendre à compter avec les refus populaires et à en valoriser l'apport dans des processus de confrontation démocratiques, accepter, enfin, de considérer que l'avenir n'est pas de son seul ressort...* ».

Le pas de clerc de la section malouine de la LDH est donc avéré. Le problème, c'est qu'il s'agit du second en moins d'un an: rappelons en effet que le 12 mars dernier la même section avait ignoré la protestation contre la tenue à du premier meeting depuis 20 ans du F-Haine à Saint-Malo.

De là à penser que la section malouine de la LDH a perdu son indépendance vis à vis du PS - et du gouvernement, il n'y a qu'un pas. Nous le franchissons.

DELINQUANCE DANS LES TRANSPORTS PUBLICS: ET SI ON ESSAYAIT LA GRATUITE ?

Le Pays Malouin du 27 novembre rapporte les incivilités et les comportements agressifs qui se multiplient dans les transports publics de l'agglomération (29 situations ayant fait l'objet de mains courantes depuis janvier 2013).

Plusieurs mesures sont évoquées pour « *garantir une meilleure sécurité* » pour les chauffeurs et usagers: renforcement des contrôles, mise en place de caméras, pédales d'appel dans les bus, patrouilles de policiers municipaux Bref, que du répressif coûteux, que le délégué du service ne manquera pas de répercuter sur les usagers.

Nous qui avons proposé, dans le cadre de la liste municipale « **OSONS, franchement à gauche !** » la **gratuité des transports** nous ne pouvons que rappeler que cette mesure, dans toute les villes où elle a été mise en œuvre, s'est traduite par réduction significative et rapide du taux de délinquance.

Incontestablement, c'est une piste qu'il faut avancer.

SON EMINENCE (GRISE) R. BEAUMANOIR...

Je ne sais pas si cela vous fait la même impression mais depuis l'élection de C. RENOULT à la mairie, on n'entend parler que des projets du groupe Beaumanoir et des autres cadors de l'entrepreneuriat malouin.

Il y a eu l'histoire du groupement Digital qui a obtenu un hébergement à la médiathèque (voir ci contre), étant précisé que la société Korben, filiale numérique du groupe Beaumanoir, est membre de Digital.

Il y a eu l'annonce du projet immobilier de la Découverte, associant - sous la houlette d'un groupement d'entrepreneurs malouins - la construction d'un cinéma multiplexe de 7 à 10 places (voir Rouge Émeraude n°16) et d'un pôle numérique de 5000 m², dénommé Silicon B et intégré au...groupe Beaumanoir.

A chaque fois, le Maire acquiesce et fait montre d'une grande bienveillance, déclarant son empressement à faciliter et à soutenir ces projets.

Et maintenant, voilà la presse qui s'y met (le Pays Malouin du 27/11 et Ouest-France des 2 et 10/12), tartinant des demi-pages sur la succession ou sur la stratégie commerciale de Beaumanoir, et cerise sur le gâteau, le nominant dans le top 14 des malouin-es de l'année.

Vous ajoutez toute la com... faite autour de la présidence Beaumanoir sur le foot malouin (encore que la ça ne marche pas top fort, sportivement parlant) et vous avez la totale...

On sait que les temps sont aux déclarations d'amour aux entreprises et aux patrons, mais là ça commence vraiment à bien faire et cela va devenir intolérable que le patronat local fasse la pluie et le beau temps dans la ville.

Jean Tantou

CGT: le lampiste démissionné....

Eric Lafont, l'administrateur-trésorier de la CGT, a été démissionné pour avoir validé des dépenses coûteuses dans l'appartement de fonction et le bureau de Thierry Lepaon ou les indemnités de 31 000 euros qu'il a reçues lors de son départ de la CGT Basse-Normandie.

Ainsi ce dernier a, provisoirement, réussi à sauver sa place en faisant payer le trésorier. Certes les sommes concernées n'ont rien à voir avec les 2 millions d'euros de l'appartement de Valls, les trafics des Cahuzac, Thévenoud ou les fortunes des Arnault, Lagardère, Gohsn ou autre Gattaz. Mais l'attitude de la direction de la CGT choque bien des salariéEs, bien des militantes et militants, qui se sentent bafouéEs, flouéEs. Ils ont raison. **De telles pratiques rendent service au patronat et à toutes les forces réactionnaires qui combattent le syndicalisme**, c'est-à-dire le droit pour les salariéEs de s'organiser pour défendre leurs intérêts collectifs.

Suite p 3 >

SUIVEZ L'ACTUALITE POLITIQUE SUR LES SITES INTERNET LOCAUX DU
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE
<http://www.anticapitaliste-35.org>
<http://www.facebook.com/NpaSaintMalo>

Après, le 15 novembre, Construisons «l'Alternative À l'Austérité»

Environ 250 personnes ont participé le 15 novembre au rassemblement, appelé à Rennes par le Collectif alternative anti-austérité... C'est globalement un semi-échec dans le sens où la mobilisation n'a concerné, pour ainsi dire, que des militant-es politiques, dont d'ailleurs un bon groupe de malouin-es. La quasi absence du PCF et des secteurs syndicaux habituellement sensibles aux thématiques anti-austéritaires est à déplorer...

La manifestation parisienne n'a rassemblé, pour sa part, qu'un peu plus de 10.000 personnes, se situant nettement deçà de la mobilisation du 12 Avril.

Le collectif 3A 35 a néanmoins convenu de poursuivre ses activités en axant ses interventions autour de l'austérité dans les collectivités, le logement et la sécurité sociale

En ce sens, la perspective est une mobilisation en mars au moment où vont être votés les budgets de Rennes, Rennes Métropole, Saint-Malo, budget qui seront marqués par la réduction des dotations de l'État. Dans cette optique également, le collectif compte se tourner vers les syndicats de la territoriale et des hôpitaux.

COLLECTIF 3A COLLECTIF-3A.ORG
ALTERNATIVE A L'AUSTÉRITÉ

Suite de la p 2 **CGT, le lampiste démissionné...**

Lepaon doit démissionner. Et surtout, il y a urgence à ce que les intéresséEs, les travailleuses, les travailleurs, les militantes et les militants, se réapproprient ce qui devrait être leur propre outil pour se défendre, organiser leurs luttes et mobilisations contre l'offensive du gouvernement PS-Medef.

Car le fond de l'affaire, c'est que la direction de la CGT ne joue plus son rôle. Elle est prête à laisser remettre en cause les seuils sociaux, c'est à dire la possibilité pour les salariéEs d'avoir des représentantEs dans les entreprises de 10 à 49 salariéEs.

Ce qui est à l'ordre du jour, c'est la riposte contre la loi du ministre banquier, la loi Macron qui est une nouvelle étape dans l'agression néolibérale conduite par Valls-Hollande pour remettre en cause les acquis du droit du travail et laisser le patronat faire ce qu'il veut.

Au lieu de laisser salir l'image du syndicalisme, la direction de la CGT doit démissionner Lepaon et prendre les initiatives nécessaires pour organiser la contre-offensive du monde du travail.

CHERE MEDIATHEQUE.....

C. RENOULT a indiqué son intention d'inaugurer la médiathèque le 26 décembre prochain. Fort bien ! On ne peut que se féliciter de l'ouverture d'un tel équipement culturel de 4000 m², qui faisait largement défaut dans une ville qui ne brille pas, malgré ses événements littéraires ponctuels de dimension nationale (Etonnants Voyageurs, Quai des Bulles...) par son offre en matière de lecture, de cinéma, notamment en direction des couches popu-



lares.

Pour autant, des incertitudes majeures accompagnent la venue au monde de cette *Grande Passerelle*. Celles-ci ont évidemment trait aux moyens financiers qui seront dégagés pour payer cet investissement, dont le coût de conception et réalisation n'a jamais été maîtrisé. Pour des élus (R. Couanau, mais aussi C. Renoult, ancien adjoint aux grands projets) qui se prétendent être des gestionnaires de haut vol, ce projet dont le coût a été multiplié par 3 entre les premières estimations et la facture finale, est un véritable puits sans fond. Sans doute que des choix politiques (passation de la construction en entreprise générale) ou techniques se sont révélés mal orientés...

Mais dès lors que l'enfant est né, il faut le faire vivre et grandir. Et la question d'aujourd'hui, c'est celle du **budget de fonctionnement** de cette imposante structure et en particulier des effectifs et compétence de personnel nécessaires à son animation, à son développement et à la réalisation de ses objectifs.

Et là encore, on bute sur une nouvelle incertitude: **quel est le projet culturel** qui sous-tend l'ouverture de la *Grande Passerelle* ? Bien malin qui peut répondre à cette question quand on observe qu'en quelques mois, la nouvelle municipalité a supprimé dans l'urgence la salle d'exposition (en attribuant le local à un lobby d'entrepreneurs du numérique) et soutient un projet de multiplexe de 8 à 10 salles de cinéma à la Découverte, alors que 3 salles sont déjà construites dans le pôle culturel. Cette gestion de projet à la petite semaine augure mal, là encore, de l'existence d'une **vision culturelle à long terme**, sans parler des doutes que l'on peut avoir en ce qui concerne la cible sociale privilégiée (population éloignée de la lecture et de la culture ?, résidents secondaires et touristes ?, cadres ?...).

Bien des interrogations donc autour du berceau de la *Grande Passerelle*. Espérons que l'intervention de nos camarades d'O-SONS ! permettra d'obtenir des réponses, de déjouer des tentatives de rentabiliser et de gérer que comptablement cet équipement, qu'il faut rendre utile et indispensable pour tou-tes.

L'ARRIERE PLAN DE LA « REFORME TERRITORIALE »

Les premières élections pour la constitution des Conseils Départementaux (ex-Conseils Généraux) vont avoir lieu fin mars 2015, avec un découpage électoral totalement modifié regroupant par deux, les anciens cantons. Ces élections risquent d'être également les dernières puisque le gouvernement a fait inscrire dans la loi la disparition à l'horizon 2020 des départements et une organisation administrative reposant sur deux niveaux :

- Le couple **grandes régions et métropoles**,
- Le couple **intercommunalités et communes**, étant précisé que les communautés de communes de moins de 20.000 habitants devront fusionner avant 2017.

Cette réforme – aussi imparfaite que brouillonne – a pour but, soi-disant, d'en finir avec la gabegie (bien réelle au demeurant) que constitue l'actuelle organisation administrative et politique de l'Etat français et de participer au plan d'économies destinés à financer le trop fameux Pacte de Responsabilité.

Pour autant, outre le fait que les nouveaux découpages se font dans un contexte de marchandage et charcutage à cent lieux des réalités géographiques, historiques, culturelles – témoin, la non prise en compte du rattachement du 44 à la Bretagne -, cette réforme nous semble accentuer un mouvement, à la fois **profondément antidémocratique et générateur d'inégalité sociale** :

- une concentration toujours plus forte des pouvoirs entre des exécutifs locaux, de plus en plus éloignés des populations, à la tête de structures adaptées aux besoins du capitalisme européen, grandes régions et grandes métropoles urbaines,
- une concentration des moyens financiers destinés à favoriser « les affaires » vers ces entités au détriment de territoires ruraux ou enclavés, condamnés à la régression, à la désertification et à la fuite des services publics.

Dénoncer cette mise en place destructrice est une nécessité. Mais le faire au nom de la défense d'institutions qui n'ont de « démocratique » et de « proximité » que le nom est une impasse. Oui, il faut mettre fin aux gaspillages de toute sorte que constituent les « doublons », mais en conservant les moyens de fonctionnement pour améliorer et développer les services rendus à la population.

LE DEPUTE LURTON ET LA RECONNAISSANCE DE L'ETAT DE PALESTINE

L'Assemblée nationale s'est donc prononcée, par 339 voix contre 151 (et 16 abstentions), pour la reconnaissance de l'Etat de Palestine. **Nous ne boudons pas notre plaisir**, mais nous ne nous sommes pas naïfs. Le vote des parlementaires n'est que symbolique, et n'aura **aucune conséquence concrète pour les Palestiniens** dans la mesure où il se contente d'« inviter » l'exécutif à reconnaître l'Etat de Palestine et ne prévoit aucun mécanisme contraignant à l'égard d'Israël, quand bien même celui-ci occuperait désormais un « Etat » formellement reconnu.

Mais au delà de cet épisode parlementaire, nous avons **une interrogation**. Quelle peut bien être l'opinion du député de notre circonscription; G. LURTON, sur ce dossier, lui qui n'a pas cru bon de participer à ce vote ? Ce n'est pourtant pas faute d'information: il avait été largement sollicité par nos ami-es malouin-es de l'Association France-Palestine-Solidarité auxquels, il nous semble légitime, qu'il rende compte et explique ce non-vote.

Elections
départementales
mars 2015

UN MESSAGE DU NPA (PAYS MALOUIN) AUX STRUCTURES PCF, PG et Ensemble

Aux comités et adhérent-e-s du PCF, PG, Ensemble du nord 35
27 novembre 2014.

Chèr-e-s ami-e-s et camarades,

En mars 2015 se tiendront les élections départementales sur les nouveaux cantons. Ces élections auront une importance tant locale que nationale.

Le comité du NPA pays malouin a récemment discuté de ces élections. Fort de l'expérience positive de la liste "Osons franchement à gauche" nous pensons qu'il est possible et souhaitable d'avoir à ces élections des candidatures communes clairement anti-austéritaires sur notre champ d'intervention, c'est à dire sur les 4 cantons du pays malouin (les 2 cantons de Saint-Malo (dont un englobe toute la rive gauche), celui de Dol et celui de Combourg)

Nous pensons qu'une rencontre unitaire rapide pour évoquer ces élections est nécessaire. Elle pourrait avoir lieu au mois de décembre.

.....

Le NPA pays malouin

Distribution de l'eau potable et assainissement: DEUX DOMAINES A INVESTIR POUR DES SERVICES PUBLICS, GERES DANS L'INTERET DE LA POPULATION

On sait que Saint-Malo et la région malouine se distinguent par des coûts très élevés en matière d'approvisionnement d'eau potable et d'assainissement.

On sait que cette situation tient grandement au fait que ces services ont été ou sont encore donnés en délégation de service public (DSP) à des opérateurs privés (Véolia, Suez- Lyonnaise des Eaux, Saur, Nantaise des Eaux...).

C'est ce qui a provoqué une mobilisation des esprits depuis plus de 10 ans à Saint-Malo, de la campagne menée en 2001 par la liste **Remunicipalisation** à celle **d'Osons, franchement à gauche** ! en 2014, en passant par l'activité régulière déployée ces dernières années par le **collectif de l'eau**.

Ces démarches diverses se sont concrétisées par un premier résultat positif: le retour en 2012, en régie publique de la distribution de l'eau à Saint-Malo. Pour autant, **la tâche est encore immense**:

- la gestion des unités de production de l'eau (3 usines et 4 retenues) sur l'ensemble du bassin (42 communes entre Couesnon et Rance) a été à nouveau confiée à un opérateur privé, la SAUR.

- la plus part des communes du pays malouin sont toujours distribuées et assainies par Véolia, Saur et consorts...

- la mise en place de la Régie Malouine de l'Eau n'a pas remis en cause la structure tarifaire en place sous la concession et conserve un système très inéquitable, caractérisé par un transfert de charges d'1 million d'€ par an des petits consommateurs au profit des usagers utilisant + de 120 m3.

Pour toutes ces raisons, il y a beaucoup à faire pour **rendre au service public de l'eau sa fonction principale: être au service des usagers et tarifier équitablement les prestations.**

A l'initiative d'Osons ! la bagarre est engagée pour obtenir, de la Régie de Saint-Malo un tarif équitable. Le collectif de l'eau, quant à lui, va se mobiliser sur le retour en régie de l'assainissement dans plusieurs communes, d'autant que nombre de DSP arrivent à échéance en février 2015.